

PRÉFET DU BAS-RHIN

Direction de la Coordination des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial
Bureau de l'Environnement et de l'Utilité Publique

ARRÊTÉ

du 4 JUIN 2019

mettant la société Tuilerie – Briqueterie Pierre LANTER en demeure de respecter :

- certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2006 autorisant la société Tuilerie – Briqueterie Pierre LANTER à exploiter une carrière de loess à Hochfelden, au lieu-dit « Kreuzweg »,
- l'article 4-V de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets.

Le Préfet de la région Grand Est
Préfet de la Zone de défense et de sécurité Est
Préfet du Bas-Rhin

VU le Code de l'environnement et notamment ses articles L.511-1, L.512-1, L.171-8 et R.181-43 ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

VU l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets ;

VU l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R516-1 et suivants du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2006 autorisant la société Tuilerie – Briqueterie Pierre LANTER à exploiter une carrière de loess à Hochfelden, au lieu-dit « Kreuzweg » ;

VU le rapport, transmis à l'exploitant, de l'inspection des installations classées en date du 26 avril 2019 ;

CONSIDÉRANT que la société Tuilerie – Briqueterie Pierre LANTER a été autorisée à exploiter une carrière située à Hochfelden par arrêté du 14 décembre 2006 susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'unique voie d'accès à la carrière ne dispose pas de panneau indiquant en caractères apparents l'identité de l'exploitant, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté tel que prévu par l'article 9 de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé ;

CONSIDÉRANT que le plan d'exploitation ne comporte pas l'ensemble des éléments attendus et prescrits à l'article 17 de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé ; qu'il n'est pas réalisé par une personne ou un organisme compétent ;

CONSIDÉRANT que les garanties financières ne sont pas constituées sous la forme d'un acte de cautionnement solidaire conforme au modèle d'attestation fixé par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé, tel que prévu par l'article 31.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé ;

CONSIDÉRANT que la saisie GEREPE des informations relatives à l'activité annuelle de la carrière n'est pas réalisée, contrairement aux prescriptions énoncées à l'article 4-V de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 susvisé ;

CONSIDÉRANT qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables aux installations, le préfet met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'il détermine ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin ;

ARRETE

Article 1^{er}

La société Tuilerie – Briqueterie Pierre LANTER, dont le siège social se trouve situé rue de la Tuilerie à Hochfelden (67 270), est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes pour l'installation qu'elle exploite à la même adresse, au lieu-dit « Kreuzweg » :

- article 9 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 14 décembre 2006 – dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, repris ci-après :

« [...] L'exploitant :

– met en place sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté, [...]. »

- article 4-V de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 susvisé – dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, repris ci-après :

« L'exploitant d'une carrière visée à la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées est tenu de déclarer les informations mentionnées au point 9 de l'annexe III. »

- article 17 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 14 décembre 2006 – dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, repris ci-après :

« Il est établi, pour la carrière, un plan d'exploitation à l'échelle de 1/500, orienté, comprenant un maillage selon le système LAMBERT.

Sur ce plan sont reportés :

- les dates des levés,*
- le périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ainsi que ses abords dans un rayon de 50 m, la dénomination de la parcelle cadastrale concernée,*
- les bords de la fouille,*
- les limites de sécurité définies à l'article 12,*
- l'emplacement exact du bornage,*
- la position des dispositifs de clôture,*

- les limites des phases d'exploitation et de remise en état définies par le calcul des garanties financières,
 - l'étendue des zones où l'exploitation est définitivement arrêtée, celles remblayées et celles remises en état,
 - les voies d'accès et chemins menant à la carrière. »
- article 31.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 14 décembre 2006 – dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, repris ci-après :
« Les garanties financières sont constituées sous la forme d'un acte de cautionnement solidaire délivré soit par un établissement de crédit, soit par une entreprise d'assurance. Cet acte est conforme au modèle d'attestation fixé par l'arrêté ministériel du [31 juillet 2012]. »

Article 2 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de cette mise en demeure, il peut être, indépendamment des sanctions pénales encourues, fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4 :

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de STRASBOURG (31, avenue de la Paix - BP 51038 - 67070 Strasbourg Cedex), ou sur le site www.telerecours.fr, par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

Article 5 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin, le Sous-Préfet de l'arrondissement de Saverne et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société Tuilerie – Briqueterie Pierre LANTER par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de Hochfelden.

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général

Yves SEGUY

